

Le 8 septembre est la Journée internationale de l'alphabétisation, le 10 septembre est la Journée mondiale de prévention du suicide, le 15 septembre est la Journée internationale de la démocratie, et le 21 septembre est la Journée internationale de la paix

Nouvelles d'août 2012

Compilé par Trudy Huskamp Peterson, présidente, HRWG

Les chercheurs le disent eux-mêmes, lorsqu'ils demandent aux archivistes l'accès à des documents confidentiels, ils obtiennent habituellement l'une des quatre réponses: "Cette sorte de document n'a jamais été créée" ; "ces archives ont été détruites" ; "nous n'avons pas ces documents" ; "vous ne pouvez pas voir ces documents". Pour les personnes qui se voient refuser l'accès aux documents importants pour eux, pour une raison quelconque, l'accès est urgent et il reste du travail à accomplir pour réformer l'accessibilité.

Le Conseil international des Archives, dans une étape qui devrait permettre l'examen de la politique d'accès dans chaque centre d'archives, a adopté les *Principes relatifs à l'accès aux archives* à son assemblée générale annuelle d'août 2012. Les *Principes*, au nombre de dix avec les textes explicatifs, traitent des problèmes d'accès dans les archives publiques et privées, les archives des entreprises et des organisations confessionnelles, les établissements scolaires et les archives détenant des fonds privés. Les *Principes* sont accompagnés d'une introduction qui décrit l'objet et la portée des principes et des responsabilités partagées pour leur mise en œuvre. L'introduction résume l'esprit des *Principes* dans le paragraphe d'ouverture:

“ Les archives sont conservées pour être utilisées par les générations présentes et futures. Le service consistant à communiquer les archives lie les services d'archives au public ; il fournit aux usagers des informations sur l'institution et sur ses fonds ; il influence la décision du public de faire ou non confiance aux gardiens de l'institution des archives et à la qualité du service qu'ils fournissent. Les archivistes promeuvent une culture d'ouverture, mais acceptent des clauses de non-communicabilité exigées par les lois et autres sources de régulation, par la déontologie ou par les exigences des donateurs. Lorsque la non-communicabilité est inévitable, elle doit être claire et limitée dans sa portée et sa durée. Les archivistes encouragent les responsables à formuler des mandats clairs et des clauses d'accès cohérentes, mais en l'absence de lignes directrices non équivoques, les archivistes déterminent s'il est approprié de communiquer les archives en tenant compte de la déontologie professionnelle, de l'équité et de la justice, et des exigences juridiques. Les archivistes font en sorte que les clauses de non communicabilité soient appliquées de manière juste et raisonnable, empêchent l'accès non autorisé à des archives dont la

communication est limitée, et fournissent l'usage le plus large possible des archives par le contrôle des clauses de non-communicabilité et l'abandon rapide de celles-ci lorsqu'elles ne se justifient plus. Les archivistes se conforment aux Principes d'accès aux archives dans la formulation et la mise en oeuvre des politiques d'accès ”.

Les *Principes* ainsi adoptés se trouvent sur : <http://www.ica.org/13620/botes-outils-guides-manuels-et-lignes-directrices/principes-relatifs-laccs-aux-archives.html>

Au cours des dix prochains mois, les Nouvelles HRWG se pencheront sur chacun des principes.

L'accès à des groupes particuliers de documents et pour des utilisateurs particuliers sera toujours problématique. La gestion des accès n'est jamais facile, mais avec les *Principes*, les chercheurs et les archivistes ont un document à utiliser qui permet d'avoir une conversation significative sur la disponibilité des dossiers pour la consultation, lié à la fois à l'autorisation légale et à l'existence d'instruments de recherche.

Note: Un groupe d'organismes préconisant la liberté d'information du monde entier, connue sous le nom de FOI Advocates Network, fait la promotion du 28 septembre comme Journée internationale du droit de savoir. Le réseau a demandé à l'UNESCO de reconnaître la date comme journée des Nations Unies, mais la proposition n'a pas encore été suivie d'effet.

<http://www.freedominfo.org/regions/global/rtk-day/> . Le 28 septembre serait une excellente journée pour discuter des *Principes* avec les chercheurs.

Nouvelles du Groupe de travail des droits humains de l'ICA.

Le Groupe de travail s'est retrouvé à la réunion annuelle du Conseil International des Archives (ICA) en août 2012 et a discuté des questions suivantes:

- 1) Écouté le rapport de Aileen Cornelio et Tessa Fallon sur le projet d'annuaire des archives des droits des personnes. Il est en ligne à <http://www.hrarchives.org/icaatom-1.1>. Pour obtenir un exemplaire du rapport complet, veuillez écrire à Trudy@trudypeterson.com.
- 2) David Sutton, le président de la section sur les archives littéraires de l'ICA, a indiqué que la section étudie la possibilité d'élaborer un répertoire des archives qui contiennent les œuvres d'auteurs dissidents et pourrait souhaiter collaborer avec le HRWG à ce propos.
- 3) Remercié Tessa Fallon de s'être portée volontaire pour être le webmaster de la section HRWG sur le site de l'ICA.
- 4) Écouté le rapport de Sigrid McCausland sur le travail du groupe concernant l'élaboration d'un énoncé des responsabilités pour intégrer les préoccupations relatives aux droits de l'homme dans le travail des archives.
- 5) A noté que le HRWG est toujours en quête d'une personne volontaire pour traduire les nouvelles du HRWG en espagnol et a remercié Cristina Bianchi pour son travail régulier de traduction en français.
- 6) Décidé d'essayer de mettre au point un accord type pour la copie d'archives à des fins d'exportation et d'utilisation dans un autre pays; Michael Hoyle a accepté d'entreprendre le projet.
- 7) Noté que le HRWG espère mettre au point une bibliographie de base des écrits sur les archives et les droits de l'homme ; Sigrid McCausland s'est portée volontaire pour explorer cela avec la Section des enseignants d'archivistique. Elle a également déclaré

qu'elle étudierait avec la Section quels sujets des droits des personnes sont déjà intégrés dans les programmes d'enseignement en archivistique.

- 8) Examiné un projet possible avec la Section des Archives d'entreprise et la Section des Associations professionnelles, sur les archives d'entreprise, les droits de l'homme et les pratiques archivistiques.
- 9) Accepté un ensemble d'objectifs pour la période 2012-2016.

La conférence plénière du Congrès de l'ICA a été présentée par le juge espagnol Garzon Balthasar, célèbre pour avoir inculpé Augusto Pinochet. Le juge Garzon, dans un discours intitulé "Vérité, justice et réparation", a déclaré que "maintenir les archives ne peut pas être considéré comme une responsabilité secondaire." Il a fait valoir que la vérité juridique et la vérité historique sont complémentaires, et il a souligné l'importance de la préservation formelle des archives pour servir de base aux preuves judiciaires. Il a également déclaré que les dossiers de procédures judiciaires peuvent être appelés "patrimoine de l'humanité."

Globoethics.net, une organisation à but non lucratif qui dispose d'une bibliothèque numérique sur les thèmes de l'éthique, des théologies et du mouvement œcuménique, propose désormais un lien vers les Nouvelles de HRWG, sur son site Internet: www.globethics.net.

Nouvelles internationales.

Rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion de la vérité, la justice, la réparation et les garanties de non-répétition. Le Rapporteur spécial, Pablo de Grieff, a publié son premier rapport annuel. C'est le Rapporteur dont les responsabilités comprennent les questions d'archives, identifiées par Louis Joinet dans son rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de 1997 sur les mesures qui devraient être prises pour prévenir l'impunité.

http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session21/A-HRC-21-46_en.pdf

Union africaine/Tchad/Sénégal. Le Sénégal et l'Union africaine ont signé un accord pour mettre en place un tribunal spécial pour juger l'ancien président Hissène Habré du Tchad, qui a été placé en résidence surveillée au Sénégal depuis 2005. En 1992, une Commission de vérité au Tchad a déclaré que Habré était responsable de la mort de 40'000 personnes au cours de sa présidence de huit ans ; les dossiers de la commission sont des ressources précieuses pour le procès.

<http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-19351938>

EULEX/Kosovo. À fin juillet, la Mission d'État de droit au Kosovo (EULEX) de l'Union européenne a "certifié 94 exemplaires de registres civils et religieux originaux du Kosovo concernant les naissances, mariages et décès" de la municipalité de Lipjan. EULEX a maintenant des copies certifiées de 218 registres originaux. EULEX a également annoncé que, en coopération avec le Représentant spécial de l'Union européenne et le Conseil danois pour les réfugiés, il va faire des copies de tous les registres "civils originaux du Kosovo et des archives qui sont actuellement en Serbie," estimés à 12'036 livres. «Avoir des copies certifiées de tous les registres originaux existants qui sont en Serbie fournira au Kosovo des données appropriées et de qualité de l'état civil, nécessaires pour établir des données d'état civil fiables de la population", a

déclaré la mission EULEX dans son communiqué de presse. <http://www.eulex-kosovo.eu/en/pressreleases/0324.php>; <http://www.eulex-kosovo.eu/en/pressreleases/0293.php>

Cour interaméricaine/Pérou. En juillet, la Cour suprême du Pérou a réduit les peines des personnes accusées de crimes contre l'humanité (voir Nouvelles HRWG de juillet). Le 29 août, la Cour interaméricaine des droits de l'homme, dans une réponse remarquablement rapide aux événements du Pérou, a tenu une audience pour examiner les mesures prises par la Cour suprême. Les condamnations étaient fortement tributaires des documents d'archives en tant que preuve.

<http://www.wola.org/commentary/inter-american-court-holds-hearing-to-review-controversial-supreme-court-ruling-in-landma>

Algérie/Autorités palestiniennes. La télévision Algérienne a donné à l'ambassadeur palestinien à Alger les copies de 82 "films et cassettes produites par la télévision algérienne sur la couverture de la révolution palestinienne" des années 1970 à nos jours, a rapporté Ma'an News Agency. Le directeur de la TV Algérienne a déclaré que les bandes contiennent "l'une des premières réunions du Conseil national palestinien en Algérie en 1988". Dans ses remerciements, l'ambassadeur a appelé les "Palestiniens à conserver la documentation de leur lutte contre l'occupation." <http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=512386>

Cambodge/France. Un donateur anonyme a donné 1'426 photos "de format passeport" de détenus de la prison de Tuol Sleng au Centre de documentation du Cambodge, avec des informations d'identification au dos de chacune. Le directeur du Centre a déclaré que les photos "se révéleront extrêmement importante pour aider les membres vivants des familles à identifier et localiser leurs proches disparus". Dans un autre fonds d'archives du Centre, les membres du personnel ont également retrouvé une photo d'un employé de l'ambassade française qui a été tué à Tuol Sleng ; on savait qu'il avait été arrêté et tué, mais sa photographie, attachée à "plusieurs pages documentant sa détention" le montre après son arrestation. Une copie a été envoyée à l'ambassade française à Phnom Penh. Les deux articles viennent de *Voice of America*: <http://www.voanews.com/content/rare-khmer-rouge-prison-photos-donated-to-archives/1494029.html>; <http://www.voanews.com/content/researchers-find-rare-photo-of-westerner-killed-by-khmer-rouge/1494961.html>

Colombie /États-Unis. L'Agence américaine pour le développement international et l'Institut colombien de développement rural ont signé un accord afin d'organiser et de moderniser les archives de l'Institut, qui comprennent les documents importants sur les titres fonciers et la restitution des terres. <http://colombia.usaid.gov/index.php/es/noticias/120-agosto/117-archivos-del-antiguo-incora-y-del-incoder-seran-organizados-y-modernizados-para-facilitar-restitucion-de-tierras>

République tchèque / Etats-Unis. Alors qu'il traitait des documents reçus du ministère de la Justice il y a environ trois ans, un archiviste des Archives nationales de la République tchèque a trouvé deux bandes d'enregistrement audio de 29 minutes de "fragments des deux premiers jours du procès" d'un prétendu espion, William N. Oatis, datant de 1951. Oatis, un correspondant de *l'Associated Press* à Prague, a été arrêté et condamné à dix ans de prison pour espionnage, le seul journaliste occidental à avoir été emprisonné par le régime communiste en République tchèque,

selon *l'Associated Press*. Il a été libéré en 1953, ses trois collègues tchèques, également condamnés pour espionnage, ont été libérés à la fin des années 1950.

<http://www.montrealgazette.com/life/Czechs+find+tapes+bringing+insight+into+Cold+show+trial/7115257/story.html#ixzz24AVtIWxo>

Chypre/Israël. Le directeur des archives de Jérusalem de l'American Joint Distribution Committee documente actuellement les 2'000 bébés, estimés nés chez les réfugiés juifs internés dans des camps à Chypre, entre 1946 et 1949, a rapporté le *Haaretz*. En plus des informations dans les archives du Comité, il a trouvé des archives en Israël sur le site du patrimoine national d'Atlit (où un camp de détention avait été implanté), dans les Archives sionistes centrales et les Archives d'Etat d'Israël, et en Allemagne aux Archives du Service international de recherches. L'Université de Southampton en Angleterre possède un "registre des naissances dans les camps de Chypre, compilé par un rabbin local" ; il a "demandé l'aide du Parlement britannique et une motion parlementaire devrait bientôt être soumise, obligeant le gouvernement à fournir accès à l'information "des archives britanniques (à ce moment-là, les Anglais contrôlaient Chypre).

<http://www.haaretz.com/news/national/archivist-tracks-down-the-lost-babies-of-cyprus-jewish-refugee-camps.premium-1.460401>

Inde/Pakistan. Il y a deux ans, le Ministère intérieur de l'Inde a commencé à transférer les archives de sa "Division de réhabilitation" de 1951-1960 aux Archives nationales. La Division a reçu des réclamations des réfugiés du Pakistan nouvellement indépendant et, a expliqué un archiviste, "selon ce qu'ils ont pu montrer ensuite comme preuve de la propriété qu'ils avaient à Sialkot, Lahore, Lyallpur ou partout d'où ils venaient, ils ont reçu des propriétés en Inde. *The Indian Express* a rapporté que "les documents sont des annexes précieuses dans le cadre de procédures judiciaires." <http://www.indianexpress.com/news/archiving-a-past/990109/0>

Irak/Etats-Unis. L'homme qui avait la ferme dans laquelle s'est caché Saddam Hussein avant d'être capturé en décembre 2003 a déclaré au *Washington Post* que "les écrits de Hussein ont été confisqués par les troupes américaines qui l'ont capturé". L'agriculteur, Alaa Namiq, a également dit qu'il avait été arrêté et torturé par les États-Unis alors qu'il était détenu à la prison d'Abu Ghraib, mais un "porte-parole du commandement central américain a déclaré que, parce que les documents des prisonniers individuels à Abou Ghraib en 2003 seraient difficiles à récupérer, les responsables militaires ne pouvaient pas confirmer immédiatement l'arrestation ou la détention de Namiq." http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/in-iraqi-town-where-saddam-hussein-was-captured-the-man-who-hid-him-speaks-up/2012/08/15/4802d188-db33-11e1-9745-d9ae6098d493_story.html

Nouvelles nationales.

Belize. Le système informatique du ministère des Terres est tombé en panne et "des milliers de dossiers ont dû être restaurés." La partie financière des dossiers est en cours de restauration grâce à la saisie de données à partir des documents écrits dans le "livre de caisse."

<http://www.7newsbelize.com/sstory.php?nid=23203>

Brésil. En juillet, le bureau de Tortura Nunca Mais (Plus jamais de torture), une organisation de la société civile à Rio de Janeiro, a été cambriolé et " les archives décrivant le traitement

psychologique enduré par les victimes de torture ont été volées", ont rapporté *Jornal do Brasil* et le *New York Times*. <http://www.jb.com.br/pais/noticias/2012/07/20/apos-ameaca-documentos-sao-furtados-da-sede-do-grupo-tortura-nunca-mais/>; http://www.nytimes.com/2012/08/05/world/americas/president-rousseffs-decades-old-torture-detailed.html?_r=1&pagewanted=all Pour le site web de TNM, voir <http://www.torturanuncamais-rj.org.br/> Merci à Hans von Ruette pour cette information.

Canada. Alberta. Environ 2100 documents (des déclarations de fait et des avis de motions) dans les affaires pénales et civiles de la Cour d'appel de l'Alberta ont été accidentellement déchetés l'année dernière au lieu d'être transférés aux Archives provinciales, a rapporté *l'Edmonton Journal*. <http://www.edmontonjournal.com/Thousands+Alberta+Court+Appeal+records+accidentally+destroyed/7084578/story.html>

Chili. Dans de longs articles sur les dossiers déclassifiés («miles de archivos secretos de Pinochet»), des journalistes chiliens et allemands ont détaillé les actions de la police secrète de l'ère Pinochet. Les articles ne précisent pas quelles archives détiennent des documents utilisés, mais apparemment ce sont des archives du ministère des Affaires étrangères. Merci à Peter Kornbluh pour l'information. <http://www.elmundo.es/america/2012/08/02/noticias/1343905581.html>; <http://lo-de-alla.org/2012/08/chile-newly-declassified-files-reveal-details-of-pinochets-espionage-network/>

Allemagne. Selon le *Washington Post*, les membres des services de sécurité allemands ont détruit les fichiers liés à une "série de meurtres non élucidés" qui étaient liés à des néo-nazis, le lendemain après que la liaison est devenue publique. Le ministère de l'Intérieur a appelé le déchetage "une destruction de documents de routine sans lien avec les nouvelles." http://www.washingtonpost.com/world/germany-refocuses-on-neo-nazi-threat/2012/08/11/b11af85e-e2fd-11e1-98e7-89d659f9c106_story.html

Le commissaire à la protection des données à Hambourg a rouvert une enquête sur la technologie de reconnaissance faciale de Facebook, en faisant valoir que l'utilisation par la société de logiciels pour « compiler des archives photographiques de visages humains, basés sur des photos téléchargées par les membres de Facebook », peut violer les lois de protection des données, a rapporté le *New York Times*. http://www.nytimes.com/2012/08/16/technology/germans-reopen-facebook-privacy-inquiry.html?_r=1

Guatemala. En faisant un rapport sur la décision d'un tribunal guatémaltèque de condamner un ancien chef de la police à 70 ans de prison pour avoir ordonné l'enlèvement d'un étudiant de l'université en 1981, le service de nouvelles *Reuters* a noté que « les informations trouvées dans les documents de la police en 2005 ont exposé la répression du gouvernement au cours de la guerre qui a duré 36 ans, et ont fourni suffisamment de preuves pour commencer à envoyer les cas [contre la police] en procès ". <http://www.reuters.com/article/2012/08/22/us-guatemala-police-sentence-idUSBRE87L01L20120822>

Inde. Trente-deux personnes ont été condamnées pour leur rôle dans les attaques sauvages qui ont eu lieu pendant les émeutes de 2002 à Gujarat, où 94 personnes sont mortes. Le *New York Times* a expliqué qu'un « tournant décisif » de l'affaire a été quand "un fonctionnaire de police de haut niveau" a donné à l'avocat représentant les victimes "les fichiers de chaque appel téléphonique réalisé au pire moment des émeutes." Parmi les personnes condamnées, il y a eu un législateur de l'Etat dont les appels de son téléphone cellulaire ont démontré qu'elle "était sur les lieux des émeutes, en contradiction avec son propre témoignage."
http://www.nytimes.com/2012/08/30/world/asia/32-people-convicted-for-roles-in-gujarat-riots.html?_r=1

Indonésie. Papouasie. L'Institut pour les Human Rights Study and Advocacy (ELSHAM) et le Centre international pour la justice transitionnelle ont publié une étude à fin juin sur les violations des droits humains en Papouasie. « Le passé qui n'est pas passé: les violations des droits humains en Papouasie, avant et après Reformasi » est basé sur plus de 100 entretiens qui ont été transcrits, codés et entrés dans une base de données ; les chercheurs ont obtenu des informations sur 749 cas. La protection des bandes sonores des entretiens et des transcriptions est une responsabilité importante pour assurer qu'ils puissent être utilisés comme preuves si des poursuites sont finalement portées contre l'agresseur. <http://ictj.org/sites/default/files/ICTJ-ELSHAM-Indonesia-Papua-2012-English.pdf>

Irlande. Les Archives militaires irlandaises ont publié des documents numérisés du Bureau d'histoire militaire, de 1913 à 1921. Les archives, précise *l'Irish Times*, contiennent 1773 déclarations de témoins recueillies entre 1947 et 1957 "de pratiquement toutes les personnes survivantes des luttes politiques de la formation des volontaires irlandais, de 1913 à la trêve avec l'Angleterre en juillet 1921", et se composent de 360'000 pages de documents papier, photographies et enregistrements vocaux. <http://www.irishcentral.com/news/Witness-accounts-of-1916-Rising-and-War-of-Independence-unveiled-165250256.html>; for the digitized documents, see www.militaryarchives.ie

Côte-d'Ivoire. La commission de vérité a présenté son rapport au président. Le ministre ivoirien des droits de l'homme a déclaré que le rapport "ne sera pas totalement rendu public. Nous devons prendre en compte la sécurité des personnes qui sont intervenues en tant que témoins. Ce ne serait pas une bonne chose pour ces personnes d'être exposées comme cela". *Human Rights Watch* a demandé instamment une communication complète.
<http://www.huffingtonpost.com/huff-wires/20120808/af-ivory-coast-truth-commission/>

Malte. L'édition 2008 du Freedom of Information Act 2 est entrée pleinement en vigueur le 1er septembre 2012. <http://www.timesofmalta.com/articles/view/20120822/opinion/Information-freedom-at-last.433866>

Philippines. Le Président philippin Aquino a signé la Loi sur la protection des données de 2012, qui crée une Commission nationale de protection des renseignements personnels et prévoit des sanctions pénales en cas de mauvaise manipulation des renseignements personnels.
<http://www.gov.ph/2012/08/15/republic-act-no-10173/>

<http://www.huntonprivacyblog.com/2012/08/articles/philippines-president-aquino-signs-data-protection-legislation/>

Togo. Les archives de la Commission de Vérité, Justice et Réconciliation ont été traitées, grâce à un financement du Programme de développement des Nations Unies. La Commission possède environ 20'000 fichiers (électroniques, papier et audiovisuels) liés aux violations des droits humains au Togo de 1958 à 2005. Merci à Adama Aly Pam, qui a traité les documents, pour ce rapport.

Turkménistan. Le président a signé un décret portant sur la création d'un fonds d'archives présidentielles au Turkménistan, a rapporté *Trend.Az*.

<http://en.trend.az/regions/casia/turkmenistan/2057027.html>

États-Unis. Un article de fond dans le *Chronicle of Higher Education* a rendu compte de la communication de plus de 300'000 pages de documents du FBI sur les individus, les organisations et les événements sur et autour du campus de l'Université de Californie, Berkeley, des années 1940 aux années 1970. L'accessibilité est le résultat de multiples poursuites en vertu de la loi du Freedom of Information Act, au cours des 27 dernières années.

<http://chronicle.com/article/Hoover-ReaganSpying-at/133461/>

Illinois. Suite à une dénonciation, un journaliste du *Telegraph Alton* a trouvé des «centaines» de dossiers judiciaires du comté dans une poubelle de recyclage sans surveillance. Les documents comprenaient "les noms des victimes incluant des mineurs, les dates de naissance, adresses, numéros de téléphone, les comptes détaillés des raisons pour lesquelles une ordonnance ou une protection était nécessaire et les numéros de sécurité sociale." Un responsable du comté a indiqué que les archives devaient être détruites parce qu'elles avaient été "microfilmées" avant de recevoir l'autorisation de destruction.

<http://www.news-gazette.com/news/courts-police-and-fire/2012-08-01/countys-court-records-found-open-recycling-bin.html>

Dans un cas inhabituel, les pirates ont fait irruption dans le réseau informatique d'un établissement médical de l'Illinois, ont encodé le "serveur" électronique du courrier électronique et des dossiers médicaux électroniques, et ont publié une note digitale de rançon exigeant un paiement pour le mot de passe. Les médecins ne pouvaient plus obtenir l'accès aux dossiers, mais ont refusé de payer la rançon, selon *Bloomberg.com*.

<http://www.businessweek.com/news/2012-08-10/hackers-encrypt-health-records-and-hold-data-for-ransom>

South Carolina. L'Université de Caroline du Sud a commencé à avertir 34'000 personnes ayant des liens avec son Collège d'enseignement que leurs renseignements personnels pourraient avoir été utilisés lors d'une intrusion informatique découverte il y a près de trois mois. Il s'agit de la sixième infraction à l'université depuis 2006, qui se monte à presque 81'000 documents exposés et informations communiquées, a rapporté le *McClatchy Tribune*.

<http://www.wildcat.arizona.edu/article/2012/08/university-of-south-carolina-starts-notifying-34000-of-computer-records-hack>

Publications et annonces.

Le Labo Démocratique a publié en français et en arabe le rapport de sa conférence de novembre 2011 sur "Les archives de la police politique: Un défi pour la transition démocratique ?" Pour obtenir un exemplaire, veuillez contacter labo.democratique@gmail.com. Merci à Farah Hached pour l'information.



BUTS ET OBJECTIFS 2012-2016

Accepté à Brisbane, Australie, le 23.08.2012

Le Groupe de travail sur les droits de l'homme (HRWG) a été créé par le Conseil international des archives (ICA) à la suite de sa réunion annuelle de 2003 au Cap, en Afrique du Sud.

Au cours des quatre prochaines années, le HRWG s'appuiera sur sa première décennie de travail, intensifiera et solidifiera ses premières réalisations. Le HRWG poursuit les objectifs suivants:

1. Servir de source d'information sur les droits de l'homme et les archives pour la profession archivistique.
2. Élaborer des normes pour la gestion des archives qui ont une composante liée aux droits de l'homme.
3. Alerter la direction de l'ICA sur les débats internationaux sur les droits de l'homme qui ont une composante archivistique et formuler la position de l'ICA.
4. Encourager les associations d'archivistes à inclure les questions relatives aux droits de l'homme dans leur formation et autres activités.
5. Servir de catalyseur pour renforcer les connaissances, les compétences et les capacités des archivistes professionnels à gérer des archives qui ont des implications en matière de droits de l'homme.
6. S'engager dans des projets communs avec les sections et les régions de l'ICA afin d'élargir le rôle que les archives peuvent jouer pour faire avancer les droits humains.

* * * * *

Partagez l'information avec nous ! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour vous abonner au bulletin, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cet URL: http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du bulletin se trouvent en ligne sur <http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>, ainsi que sur le site de l'UNESCO.

(traduction française : Cristina Bianchi)